

Consultation publique sur un projet de référentiel général de l'écoconception des services numériques

Contribution du Groupe TF1

A titre liminaire, nous souhaitons rappeler l'implication du groupe TF1 sur le sujet de la transition écologique depuis de nombreuses années. Son engagement est fort et constant sur l'ensemble des questions écologiques actuelles, qu'il s'agisse de la réduction de l'émission des gaz à effet de serre, du développement de comportements responsables ou encore de la sensibilisation des téléspectateurs, des acteurs du secteur comme des équipes internes.

Le groupe TF1 est fortement engagé sur cette thématique, que ce soit à l'antenne, dans ses relations avec les annonceurs ou en interne. Le groupe TF1 a signé le 29 juin 2022 un **contrat-climat média volontaire regroupant une série d'engagements en faveur de la protection de la planète**. En parallèle, **le groupe TF1 a pris l'engagement de réduire son empreinte carbone de 30% d'ici 2030** et vient d'obtenir la certification SBTi.

Dans ce contexte, le groupe TF1 a entamé depuis plusieurs années une réflexion approfondie concernant l'empreinte environnementale des services numériques qu'il édite, en particulier de MYTF1.

Dans un premier temps, nous avons fait le choix de réduire au maximum la consommation énergétique de nos installations techniques. Ainsi, le **parc des serveurs utilisés pour stocker les programmes diffusés a été divisé par deux** grâce à un travail d'optimisation du stockage des ressources au long cours. Cela a permis de diviser par deux la consommation électrique des serveurs. De plus, les équipes ont décidé d'encoder les programmes sous trois formats différents – et non plus sous huit comme cela était le cas auparavant. Cette action visait à réduire d'autant le stockage des ressources et a permis de réduire massivement la consommation électrique du parc. En outre, **l'ensemble des serveurs utilisés pour la diffusion sont aujourd'hui installés en France**.

Dans un deuxième temps, les équipes techniques ont travaillé à minimiser au maximum l'impact environnemental de nos services de médias audiovisuels à la demande. Ainsi, la **qualité des vignettes des programmes de MYTF1 et de TFOU MAX a été fortement réduite**. De surcroît, **la luminosité des sites web et des players a été réduite**, notamment pour MYTF1, qui est désormais en *darkmode* automatiquement. Cela permet de réduire considérablement l'électricité utilisée par la page, tout comme la **limitation de la poursuite de lecture automatique sur le service**. Enfin, le téléchargement est une variable non-négligeable de la consommation d'énergie engendrée par les services digitaux. Or, le **téléchargement de programmes est impossible sur MYTF1**. Sur TFOU MAX, les conditions générales d'utilisation ainsi que les paramètres rappellent qu'il est **préférable de télécharger en Wifi plutôt qu'en 4G** car cela est à la fois moins cher et plus écologique.

Dans un troisième temps, l'ensemble des équipes du Groupe est sensibilisé aux enjeux de la transition écologique. Ainsi, les **développeurs ont été formés par AWS sur les bonnes pratiques à appliquer pour réduire au maximum leur empreinte écologique** lors de leurs sessions de codage, notamment sur le stockage de plusieurs versions. Ces séances de travail ont permis aux équipes de repenser leurs pratiques quotidiennes, de se sentir acteur, de prendre conscience de ce qu'ils pouvaient mettre en place à leur échelle. Les **journalistes sont également sensibilisés** sur le sujet du dérèglement climatique via la Fresque du Climat **et formés** au traitement des sujets environnementaux.

Fort de son engagement sur cette thématique, **le groupe TF1 soutient la démarche commune de l'ARCEP et de l'ARCOM en faveur de l'éco-conception des services numériques**. Il est très utile pour

les éditeurs de disposer d'un outil commun de mesure de l'avancement de leur démarche d'éco-conception.

Toutefois, le groupe TF1 souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur la **nécessité que ce référentiel reste un outil volontaire et non-contraignant à disposition des éditeurs**. A l'instar du travail effectué sur les contrats-climat, l'engagement volontaire des éditeurs doit rester la norme afin d'accompagner les acteurs du secteur dans leur transition.

De plus, **la mise en place d'une législation contraignante en matière d'écoconception des services numériques créerait une nouvelle asymétrie réglementaire avec les services SVOD étrangers** tels que Netflix, Amazon Prime Vidéo et Disney+, qui ne sont pas établis sur le territoire français. Cela pourrait pénaliser fortement les acteurs français dans la concurrence avec les services étrangers qui, pour leur part, ne seraient pas contraints de réduire l'empreinte environnementale de leur service.

1. Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques). **Que pensez-vous de ces différentes cibles ?**

Le groupe TF1 a examiné dans le détail les différents objectifs que poursuit le référentiel.

1. Allongement de la durée de vie des terminaux

Le Groupe TF1 n'est pas présent sur le marché des terminaux électroniques et n'a pas de marge de manœuvre pour intervenir sur l'empreinte environnementale de ces produits. Le Groupe TF1 intervient au contraire sur l'empreinte environnementale des services qu'il édite et travaille sur les moyens de réduire cette empreinte environnementale.

A cet égard, le Groupe TF1 souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur **le paradoxe d'un allongement de la durée de vie de terminaux en termes de consommation énergétique**. En effet, pour un éditeur comme le groupe TF1, allonger la durée de vie des terminaux nécessite de proposer un service compatible avec des terminaux plus anciens. Or, **le streaming sur ces anciens terminaux est très consommateur en énergie, contrairement aux terminaux plus modernes moins énergivores**. De plus, cela réduit la portée des efforts actuels d'éco-conception des services numériques, qui sont dilués par la consommation sur des terminaux anciens plus énergivores.

Le groupe TF1 partage l'objectif d'un allongement de la durée de vie des terminaux, mais cet objectif gagnerait à être précisé pour ne pas s'avérer contre-productif.

2. Limitation des stratégies de captation de l'attention

Comme expliqué plus en détail en réponse à la question 4, le groupe TF1 est fermement opposé à ce que la limitation des stratégies de captation de l'attention de l'utilisateur soit considérée comme un objectif de ce référentiel.

3. Minimisation de l'utilisation des ressources

Pour le groupe TF1, **la diminution des ressources informatiques mobilisées doit être l'objectif principal de ce référentiel**. Une optimisation du trafic de données et de la sollicitation des infrastructures numériques est le meilleur moyen de réduire durablement l'empreinte environnementale des services numériques. C'est à ce niveau que les éditeurs de services ont

véritablement un rôle à jouer, en continuant d'exercer leur activité tout en allant vers un modèle plus vertueux.

4. *Transparence environnementale des services numériques*

Le groupe TF1 **n'est pas opposé à la transparence environnementale des services numériques, mais uniquement si tous les acteurs du secteur sont concernés** et pas seulement les acteurs français régulés par l'ARCOM.

Les démarches de transparence telles que **la déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement doivent rester volontaires pour l'éditeur et non-contraignantes**. Une telle transparence ne saurait peser uniquement sur les acteurs établis en France, les pénalisant face aux acteurs étrangers telles que les plateformes de SVOD extra-européennes. **Cette démarche n'a de sens que si tous les acteurs y sont soumis**. La régulation ne peut rester dans un angle mort dans lequel les plateformes échapperaient à toute régulation.

2. Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement. **A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé ?**

Le groupe TF1 n'est pas opposé à la rédaction d'une déclaration d'écoconception, à condition que cela reste dans le cadre d'une démarche volontaire de l'éditeur. Ce référentiel doit rester un outil à la main des éditeurs pour améliorer la conception de leurs services et ne doit pas recréer des asymétries avec des acteurs qui n'y seraient pas soumis.

Concernant le tableur d'auto-évaluation proposé, le groupe TF1 souhaite formuler certaines remarques.

Tout d'abord, le groupe TF1 a trouvé ce tableur très détaillé, avec un très grand nombre de critères et des items particulièrement pertinents pour évaluer la conception d'un service numérique.

Toutefois, certains critères du référentiel gagneraient à être précisés. Ce référentiel compte **de nombreuses questions génériques et imprécises** auxquelles il apparaît difficile de répondre, telle que : « 4.4 Le service numérique optimise-t-il le parcours de navigation pour chaque fonctionnalité principale ? » ou « 4.5 Le service numérique permet-il à l'utilisateur de décider de l'activation d'un service tiers ? ». Une reformulation de ces questions pourrait permettre d'y répondre plus précisément.

De plus, le lien entre certaines questions et **l'empreinte environnementale du service** n'est pas toujours évident. C'est notamment le cas de questions telles que « 3.3 Le service numérique a-t-il pris en compte l'évolution technique des protocoles ? » ou « 3.4 Le service numérique utilise-t-il un protocole d'échange adapté aux contenus transférés ? ». Ce lien gagnerait à être explicité.

Enfin, le groupe TF1 souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur la nécessité d'ajouter une option « partiellement réalisé » dans le remplissage du tableur d'auto-évaluation. Le choix entre « validé » et « non-validé » ou juste un choix oui/non ne sont pas suffisants pour exprimer l'état d'avancement d'un service sur un critère.

3. Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre. **Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?**

En premier lieu, le principal problème de ce référentiel est qu'il ne hiérarchise pas les différents critères en fonction de leur empreinte environnementale. L'indice « Niveau de priorisation » n'est pas mis en avant et reste très peu lisible. De plus, le référentiel place au même niveau de priorisation le retrait de fonctionnalités très énergivores et d'autres ayant un impact très marginal. Le référentiel devrait au contraire se focaliser sur les usages les plus énergivores et sur les gestes qui ont le plus d'impact en matière d'environnement.

Le groupe TF1 reconnaît toutefois que l'empreinte environnementale associée à certains usages peut fortement varier selon le type de service concerné. En ce sens, ce référentiel pourrait gagner à être davantage thématiqué selon le type de service : e-commerce, réseaux sociaux, messagerie, texte, streaming, IA, etc.

En second lieu, l'indice « difficulté estimée » n'est pas toujours pertinent, car la difficulté de mise en œuvre dépend essentiellement de l'architecture du service et du recours éventuel à un prestataire externe. Selon la manière dont le service est structuré, la difficulté de mise en œuvre de certaines recommandations peut fortement varier d'un service à l'autre. Il pourrait être opportun que le référentiel permette à l'éditeur d'évaluer lui-même la difficulté de mise en œuvre de chaque critère selon l'architecture du service en question.

4. Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant. **Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?**

La limitation des stratégies de captation de l'attention est l'un des principaux objectifs du projet de référentiel publié par l'ARCOM et l'ARCEP. Le groupe TF1 souhaiterait revenir sur **cette approche**, et ce, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, **le marché des médias est par essence un marché de l'attention**. Les différents acteurs présents sur ce marché cherchent à attirer l'attention des utilisateurs, leur part de marché est mesurée selon cette attention et pour la plupart, leurs ressources en découlent. Pour un média comme le groupe TF1, dont le chiffre d'affaires repose à 90% sur la publicité, **l'attention des utilisateurs est vitale en ce qu'elle représente le principal critère permettant de monétiser son activité**. Pour une régie publicitaire, seule une publicité vue par l'utilisateur génère une recette publicitaire. **Fixer comme objectif de limiter les stratégies de captations de l'attention représente par conséquent une menace** pour un groupe média comme le groupe TF1 et pourrait à terme fortement remettre en question sa pérennité. En outre, comme nous l'avons détaillé plus avant, cette situation de marché ne nous empêche pas d'être très vigilant et proactif pour une consommation de plus en plus responsable de nos plateformes.

De plus, cet objectif ne nous semble pas représenter un indicateur pertinent de l'empreinte environnementale des services numériques car **celui-ci repose essentiellement sur le temps passé sur un service et non sur l'empreinte environnementale de l'activité en tant que telle**. Les stratégies de captation de l'attention ne sont pas en elles-mêmes énergivores, **tout dépend de l'empreinte environnementale de l'activité qu'elles favorisent**. Plus encore, si elles sont mises au service d'acteurs vertueux, **ces stratégies pourrait représenter une opportunité réelle de décarboner le secteur**. En

effet, la mise en place de stratégies de captation de l'attention par des services éco-conçus pourrait reporter l'attention des utilisateurs vers ces services plus écoresponsables plutôt que sur des services plus énergivores.

Enfin, **le secteur des médias est aujourd'hui traversé par une transformation majeure des modes de consommation des contenus**. Le développement des GAFAN, des réseaux sociaux et des plateformes SVOD a durablement fragilisé les acteurs français sur le marché des médias. **Cette nouvelle compétition réside justement sur le marché de l'attention**, chaque acteur tentant de capter l'attention des utilisateurs. Dans ce contexte, **il est impossible pour un acteur média comme le groupe TF1 d'entrer dans une logique de limitation des stratégies de captation de l'attention car ces stratégies sont aujourd'hui au cœur de la compétition avec les plateformes**. Une telle remise en cause reviendrait à laisser ces plateformes prospérer et à perdre le contact avec les utilisateurs.

Pour toutes ces raisons, le groupe TF1 est opposé à ce que la limitation des stratégies de captation de l'attention de l'utilisateur soit un objectif de ce référentiel.

Il existe de **nombreux autres moyens de réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias**, comme d'agir sur les installations techniques, minimiser l'impact carbone de l'interface numérique du service, ou former les équipes internes sur les bonnes pratiques à adopter en la matière. Comme expliqué précédemment, le groupe TF1 a engagé il y a plusieurs années une réflexion approfondie sur l'empreinte environnementale des services qu'il édite. Ce sont autant d'exemples de moyens de réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias.

D'autre part, **la sensibilisation des utilisateurs quant à l'impact environnemental de leur consommation numérique nous semble être un autre moyen majeur de réduire cette empreinte** en rendant le consommateur acteur de cette transition. La recommandation de l'ARCOM sur l'article 26 de la loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique (loi REEN) a d'ailleurs posé des premières pistes d'actions en la matière.

5. Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence artificielle. **Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?**

Le groupe TF1 estime que **le référentiel ne met pas assez l'accent sur les services dont l'activité nécessite le traitement d'un nombre considérable de données, tels que les systèmes d'intelligence artificielle**.

La phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'IA nécessite en effet des jeux de données considérables, dont le traitement a un impact environnemental colossal. En ce sens, l'IA, qui est un marché en forte croissance, représente l'un des angles morts de ce référentiel. Pour un acteur audiovisuel comme le groupe TF1 dont l'empreinte environnementale numérique dépend principalement du streaming, les systèmes d'intelligence artificielle représentent une activité extrêmement énergivore qui ne doit pas être écartée.

6. **Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?**

Le groupe TF1 souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur ce qu'il considère comme certains angles morts du référentiel : l'intelligence artificielle, la 3D et le jeu vidéo.

L'intelligence artificielle d'abord, comme détaillée précédemment, par la quantité de données qu'elle nécessite. Le traitement de ces données est très énergivore.

Les services utilisant la 3D et le jeu vidéo, d'autre part, sont peu considérés par le référentiel alors qu'ils sont extrêmement consommateurs d'énergie. Dans l'activité streaming du groupe TF1, les utilisateurs reçoivent une vidéo lue directement par leur terminal. Concernant un jeu vidéo en ligne, des centaines d'utilisateurs peuvent interagir en temps réel au sein d'un univers de jeu immersif et évolutif. Un tel service nécessite une bande passante très importante et compte une empreinte environnementale sans commune mesure avec celle d'un service streaming.

Le groupe TF1 souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le fait que les services ayant l'empreinte environnementale la plus importante ne sont pas les services régulés par l'ARCOM. Cet écart doit être pris en compte par le référentiel afin que **le poids soit mis sur les services les plus énergivores.**